

rait que le « ça ne peut plus durer » présence sur place » et « prévoir une ment ? Va-t-on, pour l'honneur et au

Philippe CHAPLEAU.

lier  
cer  
ils  
ces  
per  
de  
cor  
L  
ras  
de  
ras  
lés  
lsp  
L  
cor  
l'éc  
81  
tior  
le r  
l'efi  
80  
infi  
ple  
le fi  
L  
ble  
éca  
Éta  
l'ac  
din  
Kh  
éta  
du

# L'Europe choisit de verdir le gaz et le nucléaire

La Commission européenne a rendu sa nouvelle copie sur la finance durable, hier.

Le gaz et le nucléaire gardent un label « vert » pour les investisseurs. La bronca continue...

La Commission européenne a rendu sa copie, mercredi : le gaz et le nucléaire gardent un label « vert ». Ces deux sources d'énergie ne figuraient pas dans la première version de sa « **taxonomie** », un outil surtout destiné à orienter les investissements privés vers les renouvelables.

L'argent sera nécessaire si le continent veut se débarrasser du charbon et du pétrole, pour atteindre ses objectifs climat : moins 55 % d'émissions de gaz à effet de serre dès 2030 et la neutralité carbone, en 2050.

Des États membres, dont la France, ont fait pression pour inclure les centrales au gaz et nucléaires, dont ils assurent avoir besoin pour la transition énergétique. « **Il faut être pragmatique** », a déclaré la Commissaire aux services financiers, Mairead McGuinness.

Ce choix n'a pas calmé la bronca qui dure depuis des mois. L'Autriche et le Luxembourg, pays résolument anti-nucléaire, ont immédiatement réagi en rappelant qu'ils contesteront en justice « **une taxonomie incluant l'énergie atomique** ».

## 100 milliards d'euros d'investissements

Les organisations qui luttent contre le réchauffement climatique sont vent debout contre l'inclusion du gaz, un combustible fossile composé à 80 % de méthane. Les journalistes du réseau Investigate Europe ont comptabilisé plus de 100 milliards d'euros d'investissements prévus dans des gazoducs et des ports méthaniers, pour accueillir le gaz liquéfié dans l'Union européenne.

Nathan Fabian, le patron de la Plate-



Des travailleurs russes sur le futur gazoduc « Nord Stream 2 ».

PHOTO : ARCHIVES ANTON VAGANOV, REUTERS

forme européenne de la finance durable, juge cette nouvelle version inaudible pour les investisseurs. Ses équi-

pes ont travaillé quatre ans sur des critères précis où un seuil de gaz était accepté « **uniquement s'il n'y avait pas d'autre alternative. Ce n'est plus le cas. Le mot transitoire a été détourné de son sens.** » Selon lui, l'Europe prendrait le risque d'être moins-disante que la Chine, qui « **a développé sa propre taxonomie et le gaz n'y est pas inclus** ».

La copie révisée de la Commission doit encore passer la barre du Parlement européen et du Conseil des vingt-sept dirigeants, comme tous les textes engageants l'Europe. Il y en a pour quatre à six mois. En attendant, les impatients peuvent toujours investir dans les énergies renouvelables. Cette partie du texte, adoptée en août, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier.

Christelle GUIBERT.